



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2912  
24 mai 2024  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

## **Le 9 juin, faire entendre le camp des travailleurs**

# **Votez Lutte ouvrière!**



## **Nouvelle-Calédonie À bas la politique coloniale!**

Pages 2 et 3

## **La fête**

Pages 6 à 10



PHOTOSLO

**Leur société**

- Nouvelle-Calédonie : les combines de l'impérialisme français 3
- Une révolte contre l'oppression sociale 3
- Medef : le patronat dicte ses volontés 3
- Chômeurs : l'attaque se précise 5
- Le Pen au grand patronat : à mon tour de vous servir 5
- Distributeurs d'énergie : il faut leur couper le courant 5
- Prisons : record d'inhumanité 13
- La colère du personnel pénitentiaire 13
- Élèves en situation de handicap : les moyens n'y sont pas 13
- Consultations médicales : bras de fer autour des tarifs 13

**Européennes**

- Votons pour le camp des travailleurs ! 4
- Salah Keltoumi et Renée Potchtovik, candidats 4
- Toutes les réunions publiques 4

**Dans le monde**

- Ukraine : une guerre qui enrichit les vautours 11
- États-Unis : les naufrageurs de Baltimore 11
- Inde : des élections sous contrôle 12
- Afrique : la sale cuisine du capitalisme 12
- Gaza : la politique d'extermination de Netanyahu et ses soutiens 16
- Europe : des barbelés toujours plus hauts 16

**Dans les entreprises**

- SNCF : la flamme de la grève 14
- RATP : la colère des jeunes embauchés 14
- JO : des travailleurs indispensables 14
- Biogroup Lorraine : grève suspendue, mais colère maintenue 15
- Pompiers : il y a le feu au lac 15

**Fête de Lutte ouvrière**

- Nathalie Arthaud, le 19 mai : "En finir avec tous les fauteurs de guerre !" 6
- Jean-Pierre Mercier : "L'internationalisme de la classe ouvrière" 7
- Nathalie Arthaud : le sens du vote pour la liste Lutte ouvrière
- La fête en images 8 et 9
- Nathalie Arthaud, le 20 mai : "Lever le drapeau rouge, celui des travailleurs" 10

# Nouvelle-Calédonie : à bas la politique coloniale !

Le gouvernement français a provoqué des nuits d'émeute en Nouvelle-Calédonie en imposant l'élargissement du corps électoral. Cette réforme, votée par un Parlement réuni à plus de 17 000 kilomètres des premiers concernés, vise à rendre les Kanaks minoritaires dans leur propre pays.

Le gouvernement a dégainé sa panoplie de répression coloniale: des milliers de gendarmes ont été déployés, l'état d'urgence est déclaré et des militants sont assignés à résidence. Les Kanaks révoltés, les pauvres qui pillent des magasins, sont traités de tueurs et de terroristes manipulés par l'étranger. C'est révoltant !

La Nouvelle-Calédonie n'est française que par la violence des troupes coloniales. En y débarquant il y a 170 ans, elles ont soumis les Kanaks, en les massacrant quand ils se révoltaient, en les expulsant de leurs meilleures terres. Il a fallu attendre 1946 pour que le travail forcé soit aboli, pour que les Kanaks aient le droit de circuler librement et ne soient plus obligés de quitter la ville de Nouméa à 17 heures !

L'État français s'est ensuite employé à rendre les Kanaks minoritaires dans un archipel devenu le « pays du nickel » pour les capitalistes. Des milliers de travailleurs français y ont été attirés par la promesse d'y trouver une vie meilleure. D'autres, comme les insurgés de la Commune de Paris, y furent déportés avec bien d'autres bagnards.

Ces populations, caldoches et kanakes, mais aussi asiatiques ou polynésiennes, auraient pu vivre ensemble et s'enrichir de leurs différences culturelles. Mais la politique de l'État français a été au contraire de les dresser les unes contre les autres. Il s'est appuyé sur la population blanche pour protéger les intérêts capitalistes français et les fortunes, érigées notamment dans l'exploitation du nickel, en spoliant la population kanake.

La misère, le racisme et le mépris colonial ont suscité les révoltes des années 1980, réprimées dans le sang par l'armée française. Depuis, l'État a pris soin d'associer une petite bourgeoisie kanake aux institutions de l'archipel et à la gestion d'une partie de son économie, sans que cela change rien au sort de la grande majorité opprimée.

La loi n'interdit plus aux Kanaks d'habiter Nouméa, mais ils restent relégués dans les provinces les plus pauvres. Ceux qui vivent dans la capitale sont bien loin des quartiers résidentiels et de leurs piscines privées. Ils restent les plus pauvres, les plus mal payés, les plus au chômage et les plus mal logés.

Ce ne sont pas des considérations démocratiques et la volonté de permettre à tous de voter qui ont conduit Macron à imposer le dégel du corps électoral. En métropole, le gouvernement n'envisage pas une seconde d'accorder le droit de vote aux travailleurs étrangers qui travaillent et payent les impôts ici. Il s'agit d'une magouille politicienne pour empêcher les Kanaks de décider de leur avenir. Et le gouvernement ose parler de « processus décolonial » !

Macron et ses ministres n'agissent pas plus dans

l'intérêt des Caldoches, utilisés contre la population kanake. La situation de guerre civile que leur politique provoque a un tout autre objectif. Garder le contrôle de la Nouvelle-Calédonie, c'est conserver une base pour tenter de jouer dans la cour des grands, au milieu des rivalités et des tensions entre les États-Unis et la Chine.

Le gouvernement parle du droit des peuples pour justifier l'envoi d'armes à l'Ukraine. Mais il envoie les blindés contre les Kanaks opprimés. Eh bien, c'est là qu'il montre son vrai visage !

Les puissances impérialistes, dont la France, ont pillé et colonisé, opposé les peuples les uns aux autres et mis la planète en coupe réglée. Elles ont posé des bombes à retardement partout, qui explosent aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie ou à Mayotte, mais aussi en Palestine, en Ukraine ou dans la région du Kivu au Congo.

Les continents changent, les contextes ne sont pas les mêmes mais, derrière les massacres de civils et la progression de la misère, les puissances impérialistes sont à la manœuvre pour défendre leurs intérêts et leurs positions stratégiques.

Les aspirations des opprimés à échapper à la misère et à décider de leur sort ne peuvent se réaliser sans renverser l'impérialisme, c'est-à-dire l'ordre économique capitaliste, à la base des rapports de domination et des frontières qu'il a créées. Hors de cette perspective, nous sommes condamnés à voir se reproduire les inégalités et les violences qui alimentent le rejet, la haine et le racisme entre les travailleurs comme entre les peuples.

Nathalie Arthaud



CÉDRIC MICHAUT/MC LA TIÈRE

# Nouvelle-Calédonie: les combines de l'impérialisme français

Depuis plus d'un siècle, l'impérialisme français mène une politique de «peuplement» de la Nouvelle-Calédonie pour rendre la population kanake minoritaire dans son propre pays.

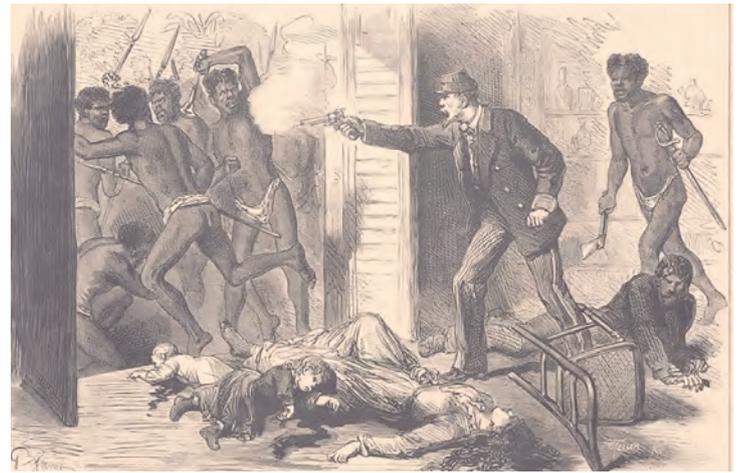
En 1972, le Premier ministre Pierre Messmer l'expliquait avec un parfait cynisme: «*La revendication nationaliste autochtone ne sera évitée que si les communautés non originaires du Pacifique représentent une masse démographique majoritaire.*» Le maire de Nouméa, le bourgeois caldoche Roger Laroque, le disait encore plus crûment: «*Il faut faire du Blanc, faire venir des métropolitains.*»

C'est déjà une tentative de réforme électorale qui

déclencha les révoltes de 1984-1988, les indépendantistes exigeant que seuls les Kanaks aient le droit de participer au référendum sur l'indépendance prévu en 1989. Ce soulèvement des Kanaks a obligé l'État français à composer et à signer, en 1988 puis en 1998, une série d'accords prévoyant d'accorder un nouveau statut d'autonomie à la Nouvelle-Calédonie. C'est de cette époque que date l'existence de deux listes électorales différentes, dont l'une, la «*liste*

*électorale spéciale*», permet de participer aux élections locales et est fermée aux nouveaux arrivants. Les accords de Nouméa, en 1998, ont entériné le gel de cette liste spéciale: seules les personnes déjà inscrites en 1998 et leurs descendants peuvent en faire partie.

Le «dégel» de cette liste est, depuis, une revendication constante de la droite et de l'extrême droite caldoches. La décision de Macron de la satisfaire répond à la volonté de la bourgeoisie française de garder à tout prix le contrôle d'une colonie dans le Pacifique, mais elle est aussi une petite manœuvre politicienne en



La révolte des Canaques, *Le Monde illustré*, 28 septembre 1878.

direction de cet électorat de droite et d'extrême droite

Le projet de loi imposé par Macron prévoit d'ouvrir la liste électorale spéciale aux personnes nées en Nouvelle-Calédonie ou y étant domiciliées depuis plus de dix ans, et non plus depuis 1998. Cela aurait

pour conséquence d'intégrer plus de 25 000 non-Kanaks au corps électoral. Derrière les belles paroles sur «le droit des peuples» dont Macron est si friand, les sales petits calculs du colonialisme français sont toujours là.

**Pierre Vandrille**

## Une révolte contre l'oppression sociale



En Nouvelle-Calédonie, la discrimination, l'oppression ethnique et le racisme viennent s'ajouter à l'oppression sociale et à l'exploitation capitaliste. La discrimination se mesure dans l'enseignement. Trente-six pour cent des Kanaks âgés de 15 à 64 ans n'ont pas de diplôme, contre

17% des non-Kanaks. Partout, à l'école, dans l'emploi et le logement, les Kanaks sont des citoyens de seconde zone. Certes, depuis 1989, l'État français a construit dans les terres kanakes des infrastructures de transport et de santé, des écoles, des collèges. Mais les écarts entre Kanaks et non-Kanaks

ne se combrent pas. Ainsi, les filières générales du prestigieux lycée de Nouméa, fréquenté par les enfants des milieux aisés de la capitale du territoire, restent massivement composées d'élèves d'origine européenne. La jeunesse kanake prend tout cela en pleine figure. Elle peut considérer qu'elle n'a

pas d'avenir, qu'elle est condamnée à la pauvreté, au chômage, et en plus elle constate qu'elle se fait refuser, à la tête du client, un logement à Nouméa, comme elle s'y fait refuser l'entrée des boîtes de nuit.

La colère de la jeunesse, parce qu'elle va bien au-delà de la question du corps électoral, a fait peur au petit monde politicien de l'archipel. Les partis de droite et d'extrême droite ont armé une partie des leurs, en les organisant dans des milices ou des groupes de «voisins vigilants», avec l'approbation de l'État français exprimé dans les déclarations de son haut-commissaire. Une partie des dirigeants nationalistes kanaks ont, quant à eux, très tôt désavoué les émeutes, la colère

étant allée au-delà du cadre qu'ils avaient prévu et les jeunes étant hors de leur contrôle. Cité par le journal *Le Monde*, Louis Mapou, indépendantiste et chef du gouvernement calédonien, a déclaré: «*La frustration, la colère ne doivent pas nous engager dans une dynamique de rupture. (...) On ne peut pas se mettre tout d'un coup à détruire ce qu'on a construit difficilement depuis 1988.*»

Quoi qu'en dise Louis Mapou, le fait que depuis 1988 les partis indépendantistes aient été associés au pouvoir local n'a rien apporté à la jeunesse pauvre, kanake ou d'autre origine. Ce sont ses aspirations à un véritable changement social qui explosent aujourd'hui.

**Serge Benham**

## Medef: le patronat dicte ses volontés

Le Medef est très légèrement inquiet: selon son président, Patrick Martin, il pourrait y avoir un petit flottement dans l'entente sans nuage entre le patronat et l'État. C'est en tout cas ce qu'il a déclaré à la presse, en précisant qu'il venait d'envoyer une lettre au chef du gouvernement, Gabriel Attal.

Le gouvernement, son Premier ministre et l'État en général sont aux petits soins pour le grand patronat, représenté par le Medef. Ils s'empressent de répondre aux desiderata patronaux.

Mais ce maître est exigeant: s'il déclare certes que les grands enjeux, qui se traduisent par de grands bénéfices, sont traités en bonne intelligence entre l'État et les entreprises, pour lui «*il faut que ça le soit plus.*»

Pour être sûr et certain que ses serviteurs du gouvernement suivent la ligne patronale, Martin a écrit la feuille de route d'Attal et la lui a envoyée. Si les détails de cette lettre ne sont pas publics, on en connaît l'esprit: les entreprises adhérentes au Medef «*sont demandeuses et*

*seront en appui*» de nouvelles réformes.

On sait que les grands patrons et le gouvernement appellent «réformes» des attaques brutales contre les droits et le niveau de vie du monde du travail. Hier, l'âge pour partir en retraite était reculé, aujourd'hui, les conditions d'indemnisation des chômeurs sont prévues à la baisse. Après cette lettre, nul doute que tout flottement entre le donneur d'ordres patronal et l'exécuteur gouvernemental disparaîtra.

**Lucien Détroit**

## Cercle Léon Trotsky

La financiarisation du secteur de la santé



Samedi 22 juin à 15 heures

Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris 5<sup>e</sup> - Métro Maubert-Mutualité  
(Participation aux frais: 3 euros)



## Votons pour le camp des travailleurs!

Les élections ne changent pas la société, chacun le sait. Et les élections européennes le pourront encore moins, peut-on penser, tant les institutions de l'UE apparaissent sans pouvoir réel, en tout cas pas plus disposées à résoudre la crise multiforme à laquelle les travailleuses et les travailleurs sont confrontés que le gouvernement Macron, ou ceux qui l'ont précédé.

Et pourtant! Les travailleurs des usines, des entrepôts, des transports, de la santé, de l'éducation, etc., les retraités ou sans-emploi ne doivent pas manquer une occasion de faire entendre leur voix, en particulier lorsque le système politique de la bourgeoisie laisse un petit espace pour cela. Il est déjà scandaleux que tous ceux qui participent à la production et à la circulation des richesses produites, ceux qui font tourner l'ensemble de la société, n'aient pas ce droit de vote, élémentaire, alors que les exploités, les gros actionnaires, les requins de

la finance l'ont.

Les travailleurs doivent se sentir capables de diriger le fonctionnement de la société. Il faut viser le renversement du système capitaliste, l'expropriation des milliardaires propriétaires des usines et des terres. La recherche du profit à tout prix, quelles qu'en soient les conséquences humaines et environnementales, doit faire place à un fonctionnement raisonné, planifié, de l'économie.

Il faut s'exprimer contre l'Europe du capital et des frontières, pour une Europe des travailleurs, affirmer

que, de l'est à l'ouest et du sud au nord, les capitalistes, les grands patrons sont les mêmes rapaces, qui ferment les usines et liquident les emplois sans sourciller pour accroître leur fortune. Des emplois, des salaires corrects et indexés sur la hausse des prix, des conditions correctes de travail, de vie, de logement, le droit à la santé et à l'éducation pour les jeunes, sont des aspirations légitimes pour les 450 millions d'habitants de l'Europe. Elles le sont aussi pour ceux que la guerre et la misère ont poussés à quitter les leurs, en bravant tous les dangers, pour chercher la survie en Europe.

Les seuls ennemis des travailleurs d'Europe et d'ailleurs sont les capitalistes qui hérissent le monde de barrières et de frontières pour cacher combien les intérêts des travailleurs sont les mêmes. Quant aux hommes

et femmes politiques qui tentent de faire croire que le retour aux droits de douane sur les produits importés protégerait l'emploi et les conditions de vie des travailleurs, ils nous mentent. Comme mentent les démagogues qui répandent le poison de la xénophobie et du racisme imbéciles.

Face à la guerre, contre les gouvernements qui l'encouragent et en fournissent les armes, à la grande satisfaction des industriels de l'armement, contre la catastrophe qu'elles préparent pour la planète et sa population, il faut affirmer que les travailleurs d'Europe et du monde, unis dans une même lutte, peuvent imposer un autre avenir. C'est ce que l'on peut faire le 9 juin en votant et en faisant voter pour la liste Lutte ouvrière-le camp des travailleurs.

Viviane Lafont

## Salah Keltoumi, cariste dans l'industrie automobile

Candidat sur la liste Lutte ouvrière, je suis ouvrier cariste à l'usine Stellantis de Mulhouse, où nous sommes des milliers de travailleurs.

Nous travaillons tous côte à côte, mais nous n'avons pas le même statut. Certains sont embauchés, d'autres intérimaires et d'autres sous-traitants. Mais, sans nous tous, il n'y aurait pas de voitures. Et sans nous tous, il n'y aurait pas de richesses. Il y a les anciens qui ne pensent qu'à partir, tellement le travail est dur. Puis il y a les jeunes, la plupart des intérimaires, qui voudraient un emploi stable et un salaire qui tombe tous les mois. Le patron essaie de se débarrasser des anciens, les salariés usés qui ne peuvent plus tenir leur poste. Et puis il licencie aussi les intérimaires qui arrivent en fin de mission. Pourtant les cadences augmentent et ce n'est pas le travail qui manque à l'usine, ce sont les bras.

Nous sommes des dizaines de nationalités dans l'usine. Beaucoup de travailleurs nous ont rejoints ces



derniers mois avec, parmi eux, des Ukrainiens, des Afghans, des Syriens, des Soudanais. Ils ont fui la guerre, ont traversé les déserts, la Méditerranée. Ils ont côtoyé la mort et laissé leur famille dans leur pays d'origine. Sur les chaînes de production, ils sont devenus nos camarades. Le capitalisme et son organisation nous ont rassemblés pour mieux nous exploiter.

Aujourd'hui, nous sommes devenus des frères de labeur, mais demain, il faudra être des frères de lutte, pour rendre tous les coups que nous donnent les patrons et pour que les richesses reviennent à ceux qui les produisent.

## Renée Potchtovik, factrice

Candidate sur la liste Lutte ouvrière, j'habite à Beauvais, dans l'Oise, depuis 1979. Je suis depuis peu à la retraite mais toujours militante politique et syndicaliste. Après une enfance en foyer, j'ai été femme de ménage et nounou, puis ouvrière, caissière, aide-comptable, secrétaire, et enfin pendant 27 ans factrice à Beauvais.

Les petites paies, les longues journées et les enfants à élever ne m'ont pas empêchée de rejoindre les rangs des communistes révolutionnaires: j'ai vite compris que, pour vivre dignement en tant qu'ouvrière, il fallait se battre pour se faire respecter. C'est ce que je fais dans cette ville qui compte des travailleurs venus des quatre coins d'Europe et du monde. Elle est aussi le centre européen des tracteurs Massey Ferguson, fabriqués par 3 000 travailleurs dans l'usine locale. Et, avec mes camarades, nous soutenons les migrants venus chercher du travail dans cette Europe hérissée de frontières et de barbelés.

Depuis mon entrée à



La Poste en 1995, les suppressions d'emplois, les dégradations de nos conditions de travail et du service rendu aux usagers n'ont jamais cessé. Nous avons toujours tenté de réagir collectivement. Les grèves sont des moments privilégiés pour les travailleurs désireux de lutter, pour apprendre à s'organiser, à tout décider ensemble.

La seule chose que craignent patrons et gouvernements est l'organisation des travailleurs pour se défendre. C'est l'idée que je défends à chaque occasion, par exemple en dénonçant le plan de 10 000 suppressions d'emplois dans le groupe Forvia, qui a un site à Méru, à côté de Beauvais. Les 1 000 salariés de cette usine qui risquent de perdre leur emploi ont toute ma solidarité.

## Réunions publiques

**Vendredi 24 mai**

Caen, à 18 h 30

avec *Nathalie Arthaud*

Dieppe, à 18 h 30

Villefranche-sur-Saône,

à 18 h 30

**Samedi 25 mai**

Audincourt, à 15 h

avec *Nathalie Arthaud*

et *Jean-Pierre Mercier*

Fourmies, à 14 h

Bourg-en-Bresse, à 18 h

Malakoff, à 15 h

Lens, à 15 h

**Dimanche 26 mai**

Nancy, à 16 h

avec *Jean-Pierre Mercier*

**Lundi 27 mai**

Lannemezan, à 18 h 30

Muret, à 19 h 30

**Mardi 28 mai**

Strasbourg, à 18 h

avec *Nathalie Arthaud*

**Mercredi 29 mai**

Tours, à 20 h

avec *Jean-Pierre Mercier*

Anancy, à 18 h

Pau, à 19 h

Lanester, à 18 h

**Jeudi 30 mai**

Montpellier, à 19 h

avec *Nathalie Arthaud*

Le Mans, à 19 h

avec *Jean-Pierre Mercier*

Grenoble, à 18 h 30

Angers, à 20 h 30

Vannes, à 18 h

Évreux, à 18 h 30

Saint-Quentin, à 18 h 30

**Vendredi 31 mai**

Toulouse, à 20 h 30

avec *Nathalie Arthaud*

Orléans, à 19 h

avec *Jean-Pierre Mercier*

Rouen, à 19 h

Saint-Étienne, à 19 h 30

Montluçon, à 18 h

Rochefort, à 18 h

Melun, à 19 h

## Renseignements :

[lutte-ouvriere.org/portail/europeennes-2024.html](http://lutte-ouvriere.org/portail/europeennes-2024.html)

- **Candidats**
- **Vidéos des meetings**
- **Prises de position**
- **Agenda des réunions publiques dans tout le pays**
- **Un formulaire de mise en relation en vue d'une procuration**



## Chômeurs : l'attaque se précise

L'attaque contre les chômeurs actuels ou futurs, en fait les travailleurs sans emploi, se précise. Annoncée et réannoncée, afin de maximiser l'impact des menaces et les déclarations de loyauté au grand patronat, la réforme de l'Assurance chômage va tomber sur la population laborieuse, comme l'orage précédé de nuages noirs.

Les coups dirigés contre les chômeurs ne sont pas nouveaux. Ils sont également très ciblés politiquement : alors que, sur les six millions de travailleurs cherchant un emploi, selon

la Dares, 3,7 millions étaient pris en charge à Pôle emploi en 2023, 2,6 millions seulement recevaient une indemnisation. Mais il n'y a pas de petite source d'économies lorsqu'il convient en

permanence d'aider les capitalistes. D'autant que cette source-ci permet aussi de diviser les travailleurs, en désignant les chômeurs indemnisés comme « assistés ».

L'an dernier, la réduction de 25 % de la durée d'indemnisation avait déjà appauvri nombre de chômeurs, sous le prétexte fallacieux de trous dans la caisse de l'Unédic. Mais le prétendu trou n'a pas plus de réalité que celui de la Sécurité sociale : il ne s'agit

que d'un mode de répartition des richesses créées par les travailleurs, et de leur affectation à tel ou tel budget, choix que les capitalistes et leurs serviteurs au gouvernement tiennent à garder à leur main.

Après la réduction de la durée de l'indemnisation liée à un taux de chômage officiel inférieur à 9 %, Macron et Attal persistent dans leur intention de faire d'importantes économies aux dépens des chômeurs. Cette ignominie est présentée sous couleur d'incitation à la reprise d'un emploi, avec l'argument usé des postes qui ne trouveraient pas preneur. Rien n'est moins vrai, ces derniers – quand bien même ils ne seraient pas de purs leurres – ne sont souvent que des contrats de quelques jours, de quelques heures, peu payés, loin du domicile du demandeur, coûtant parfois plus qu'ils ne rapportent.

Cette fois, avant la décision gouvernementale, l'Unédic a réalisé une

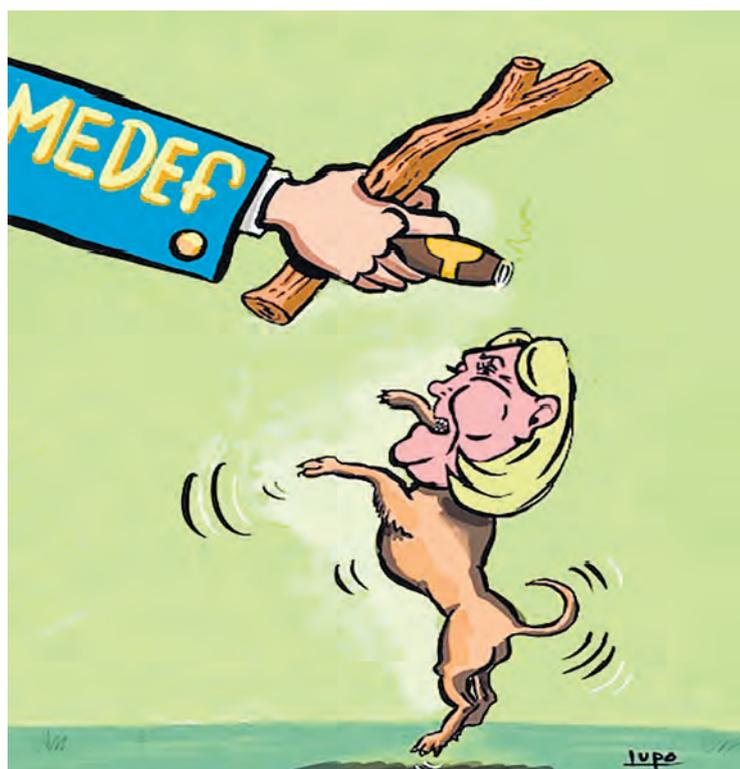
estimation du volume d'économies qui pourraient être réalisées, en rapport avec le nombre et la catégorie des chômeuses et chômeurs touchés. Qu'il s'agisse du durcissement des conditions d'ouverture des droits à indemnisation, de l'instauration d'un nouveau délai de carence en cas d'indemnités de rupture de contrat jugées trop élevées, des chômeurs seniors considérés comme trop favorisés, de l'application à ces derniers de l'allongement de deux ans de la durée du travail, de la dégressivité des montants ou encore d'une baisse du taux de l'indemnisation, l'attaque est d'une inacceptable violence.

Viser les plus précaires, déjà déstabilisés par leur situation de sans-emploi, appauvrir encore jusqu'à un tiers d'entre eux selon les projections de l'Unédic, c'est une infamie qui mérite une riposte de tous les travailleurs.

Viviane Lafont

## Le Pen au grand patronat : à mon tour de vous servir

Le passage de Marine Le Pen à la télévision, jeudi 16 mai, a été l'occasion de déclarations d'amour renouvelées au patronat, à la propriété et à la France éternelle, agrémentées des platitudes d'usage et de quelques perles natives.



Ainsi « les entreprises produisent la richesse », répète la candidate, après bien d'autres de son monde depuis que le capital existe. Il semble bien pourtant que ce soient les travailleurs qui la produisent, alors que les propriétaires se contentent de l'accaparer. Les héritiers des familles Peugeot, Arnault, Lagardère, Dassault, Bettencourt, Mulliez, etc., dont les avoirs s'accroissent par milliards sans qu'ils se soient donné d'autre peine que celle de naître, en sont l'illustration. Ils peuvent d'ailleurs dormir tranquilles, Le Pen considère que les profits, y compris ceux qu'elle

qualifie de superprofits, ne doivent pas être taxés.

Pour redresser les comptes publics, Le Pen propose deux grands classiques de la droite depuis au moins un siècle : se débarrasser des fonctionnaires inutiles qui grèveraient le budget de l'État, combattre l'immigration qui ruinerait le pays. Mais depuis des générations, sans avoir eu jusque-là besoin du RN, l'État fonctionne dans bien des domaines à effectifs réduits. Le résultat se paye en classes surchargées, maternités fermées, Urgences saturées, canaux et routes non entretenus, quartiers à l'abandon. Le Pen a le

front de prétendre remédier à cette situation, alors que poursuivre la réduction du nombre de fonctionnaires ne pourrait que l'aggraver. Quant aux immigrés, loin de ruiner le pays, ils le font fonctionner pour une bonne part en occupant les postes les plus durs et les plus mal payés, dans la production et les services.

L'ex et future candidate à l'Élysée a assorti son propos des habituelles promesses de barrières douanières censées protéger les producteurs nationaux, patrons et ouvriers confondus. Sans dire évidemment que de telles barrières ne peuvent que rançonner les travailleurs en poussant les prix à la hausse, sans les protéger en quoi que ce soit contre les attaques patronales ou gouvernementales.

Quand Le Pen dit que l'État ne doit pas « mettre de bâtons dans les roues des entreprises », elle ne parle pas des grandes, qui savent bien que l'État est à leur chevet. Elle veut plaire aux petits patrons et à ceux des manifestants paysans qui voudraient moins de contrôle, moins d'impôts, mais plus d'aides publiques.

À quelques phrases démagogiques près, Le Pen a strictement le même programme économique que ses principaux concurrents : un gouvernement doit être là pour aider le grand capital à prospérer, et prétendre que cela finira par améliorer le sort du reste de la population. Le mensonge est d'autant plus grossier et prépare des désillusions d'autant plus cruelles que la société s'enfoncé dans la crise.

Paul Galois

## Distributeurs d'énergie : il faut leur couper le courant

Quatre entreprises distributrices, Engie, ENI, Ohm Energie et Wekiwi, ont été épinglées dans un rapport du médiateur national de l'énergie publié le 14 mai.

Ces entreprises avaient sous-évalué volontairement le montant des mensualités des clients afin d'être plus attractifs, pour ensuite les assommer avec des factures de régularisation, qui peuvent atteindre des milliers d'euros. Parallèlement, Selectra, un comparateur d'offres, a également été pris la main dans le sac pour avoir fait miroiter des tarifs énergétiques moins chers que dans la réalité. La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) l'a condamné le 17 mai à une amende de 400 000 euros, montant assez faible par rapport à l'importance de la fraude. D'ailleurs, l'entreprise a préféré payer plutôt que passer en procès.

L'enquête de l'organisme de répression des fraudes ne va pourtant pas jusqu'à fournir les noms des fournisseurs que Selectra a favorisés. Rien d'étonnant : l'État, dont la DGCCRF est une émanation, cherche à maintenir une illusion de transparence, et surtout à protéger les profits de ces vautours capitalistes, dont le seul rôle est de surveiller les compteurs d'énergie et de facturer aux clients des prix prohibitifs.

Or l'énergie est un besoin vital. Il est scandaleux qu'un nombre toujours plus important de foyers ne parviennent pas à se chauffer l'hiver, dans un pays qui compte les milliardaires parmi les plus riches du monde.

Thomas Baumer

# La Fête de Lutte ouvrière



Les 18, 19 et 20 mai, la fête de Lutte ouvrière a été un succès, avec durant les trois jours des dizaines de milliers de participants. Dimanche 19 mai, devant un public enthousiaste, Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier ont pris la parole, notamment pour développer les raisons de voter pour la liste « Lutte Ouvrière – le camp des travailleurs », en présence de quelques-uns des candidats de cette liste, dont Arlette Laguiller.

## Nathalie Arthaud, le 19 mai : “En finir avec tous les fauteurs de guerre!”



Avec le conflit en Ukraine, la guerre de tranchées est de retour sur le continent européen, plus d'un siècle après la guerre de 1914! Les scènes que l'on associait à la Deuxième Guerre mondiale, le bombardement de villes, les alertes aériennes, les refuges dans les caves, sont devenues le quotidien des Ukrainiens depuis deux ans!

À Gaza, les défenseurs du gouvernement israélien nous expliquent qu'ils mènent une guerre civilisée, qui n'a rien à voir avec les atrocités commises par le Hamas le 7 octobre.

Mais tout ce degré de civilisation ne sert qu'à transformer Gaza en un champ de ruines, à plonger la population dans la terreur, à l'affamer. [...]

Toutes ces tragédies, et je pense aussi à ce qui se passe au Soudan, au Kivu, à Mayotte, en Haïti... se déroulent aujourd'hui, en 2024, alors que l'humanité n'a jamais eu autant de connaissances, de richesses et la capacité de les faire circuler et les partager; alors qu'elle n'a jamais eu autant la possibilité de vivre en harmonie.

Il y a de la place et les moyens de vivre dignement pour tout le monde sur cette planète! Il y a de la place en Palestine et en Israël pour que les deux peuples

vivent côte à côte. Et bien sûr que les Ukrainiens et les Russes peuvent vivre en bon voisinage et se mélanger! Cela s'est fait pendant des décennies, où bien des gens ne se demandaient pas s'ils étaient russes ou ukrainiens.

### Cet avenir-là est possible

Mais cela nécessite d'en finir avec les causes profondes de ces guerres et d'en finir avec tous les fauteurs de guerre, à commencer par les plus importants, qui gouvernent le monde, je veux parler des États impérialistes occidentaux, des États-Unis et des principaux États européens, dont bien sûr, la France. [...]

Regardez comment l'État français se comporte vis-à-vis du peuple Kanak. [...]

La volonté actuelle du gouvernement d'imposer l'élargissement du corps électoral est dans la continuité de cette politique coloniale. Cela n'a rien à voir avec le souci démocratique de permettre à tous de voter. D'ailleurs ici, en métropole, veut-il donner le droit de vote aux travailleurs étrangers? Évidemment non. Il s'agit d'une manœuvre politicienne pour rendre minoritaires les Kanaks et les empêcher de décider de leur sort.

La révolte que ce passage en force a provoquée est légitime: il revient bien

aux Kanaks, dont la Nouvelle-Calédonie est la terre, de décider de leur avenir. [...]

C'est le même genre de bombes à retardement qui sont en train d'exploser à Mayotte, en Palestine, en Ukraine. Et ce sera le cas tant que perdureront les rapports de domination qui alimentent les inégalités, le rejet, la haine et le racisme entre travailleurs et entre les peuples.

Il faut réaliser que les principaux fauteurs de guerre sont chez nous, ce sont ceux qui nous parlent de compétitivité, de concurrence, de guerre économique. Ce sont nos dirigeants! [...]

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et parce qu'ils construisaient l'UE, les dirigeants européens se faisaient passer pour des pacifistes.

Mais le 8 mai 1945, la Deuxième Guerre mondiale était à peine terminée, la France n'avait pas encore fini de fêter le départ des soldats allemands et ce que les dirigeants ont appelé la Libération, que l'armée française bombardait les

Algériens à Sétif, pour leur apprendre ce qu'il leur en coûterait si eux aussi aspiraient à la libération.

Les grandes puissances impérialistes avaient conclu la paix entre elles, mais leur guerre contre les peuples continuait.

La guerre entre l'impérialisme français et les peuples qu'il opprimait reprenait. Et pas seulement en Algérie, aussi à Madagascar, au Cameroun et dans ce que l'on appelait alors l'Indochine. Et il y a sûrement, aujourd'hui, parmi nous, des enfants ou des petits-enfants de ces femmes et de ces hommes qui ont combattu, ont été emprisonnés, torturés voire tués parce qu'ils avaient résisté au colonialisme français.

Fortes de leur pillage, les grandes puissances ont pu acheter une certaine paix sociale dans leur pays et elles ont préservé, chez elles, une façade démocratique. Mais leurs manœuvres ont mis à feu et à sang le continent africain, ou encore Haïti où, quand on ne meurt pas sous les balles, on risque de mourir de faim. Voilà le vrai visage des grandes puissances, et il n'a rien de pacifique!

Aujourd'hui, les dirigeants de l'UE ne s'en cachent même plus, ils sont tous ouvertement va-t-en-guerre.

Et un des grands sujets de cette campagne, c'est la participation à l'effort de guerre en Ukraine, c'est l'Europe de la défense et la transformation de l'économie européenne en économie de guerre.

Ils sont loin d'y parvenir. Car, si tous les pays européens se réarment, c'est en ordre dispersé, et surtout chacun pour ses propres marchands de canons et d'avions de combat, parce

que l'unanimité contre la Russie ne supprime pas les rivalités qui existent entre eux. [...]

Nous ne sommes sûrement pas de ceux qui revendiquent l'indépendance de l'impérialisme français. Que la défense et l'armée soient placées sous l'égide de la France, de l'UE ou des États-Unis au travers de l'OTAN, elles défendent toujours les intérêts de la bourgeoisie, jamais ceux des travailleurs.

Elles resteront aux mains de gens qui sont des ennemis du monde du travail; aux mains de généraux qui se sont illustrés dans toutes les sales guerres coloniales; aux mains de politiciens qui se moquent bien que des ouvriers meurent au travail ou crèvent au chômage.

Nous sommes censés suivre comme un seul homme ces chefs de guerre. Mais ils n'en ont rien à faire de notre peau aujourd'hui. Et c'est à eux qu'il faudra la confier demain si le pays était attaqué?

Tant que la population ouvrière ne peut pas contrôler l'armée et ses officiers, tant qu'elle ne peut pas décider elle-même si une guerre mérite d'être menée, il faut refuser de marcher au pas!

Si le gouvernement, l'armée et l'État de la bourgeoisie veulent nous embrigader, ce sera pour que l'on meure pour leurs profits. Ce sera pour que l'on défende leur ordre impérialiste infâme, meurtrier et barbare.

Alors, pas un homme pour la guerre des capitalistes! Pas un sou de plus pour les marchands de canons! Comme le disent les paroles de l'Internationale: « S'ils s'obstinent, ces canibales, à faire de nous des héros, ils sauront bientôt que nos balles, sont pour nos propres généraux. »



# La Fête de Lutte ouvrière

## Jean-Pierre Mercier : "l'internationalisme de la classe ouvrière"



anglaise, allemande, elle est le travail, le libre esclavage, le trafic de soi-même. Son gouvernement n'est pas français, anglais, allemand, c'est le capital. L'air qu'il respire chez lui n'est pas l'air français, anglais, allemand, c'est l'air des usines.»

C'était en 1845. C'est encore plus vrai aujourd'hui, en 2024, alors que la classe ouvrière s'est partout constituée grâce à la succession de vagues d'immigration et alors que le capitalisme s'est imposé sur toute la planète, et que la nécessité de survivre pousse des millions de femmes et d'hommes à s'installer là où ils espèrent trouver du travail.

C'est cette réalité-là que tous les politiciens de la bourgeoisie cherchent à dissimuler, qu'ils soient de droite, d'extrême droite ou de la gauche réformiste. Et, d'un seul et même élan, tous de nous endormir avec leur patriotisme économique et des idées comme le « produire français », qui sont des stupidités !

Prenez l'entreprise Toyota de Valenciennes, où travaillent deux camarades ici présents, Éric Pecqueur et Édith Duquesnoy. C'est un groupe à capitaux japonais. Toute une partie des installations vient du Japon. Mais l'entretien annuel ou les transformations sont assurés par une entreprise britannique,

employant majoritairement des salariés polonais. Les colonnes de direction sont fabriquées en République tchèque.

Comme dans la plupart des entreprises, toute une partie des fameuses puces électroniques, indispensables, viennent de Taïwan. Les mousses insonorisantes viennent de Turquie. Une majorité de pièces sont transportées à travers l'Europe par des chauffeurs tchèques, polonais, ukrainiens ou lituaniens.

Les 5 000 salariés de l'usine, dont une grande partie sont des intérimaires, viennent du Maghreb, du Sénégal, du Mali, de Guinée Conakry, d'Afghanistan, et leurs fiches de paie sont faites en Pologne...

Alors non, on ne produit pas français. En revanche, on produit bien sous les ordres des capitalistes, avec

leur organisation à l'échelle internationale. On peut la trouver stupide et aberrante, et elle l'est par bien des aspects, mais si on en veut une autre qui corresponde aux intérêts des travailleurs du monde entier et qui respecte la planète, il faut exproprier les actionnaires et prendre le contrôle des multinationales. Tout le reste est du baratin, qui revient à mettre les travailleurs à la remorque de la bourgeoisie !

Un des aspects les plus révoltants de l'UE, c'est qu'elle est en train de se barricader. En 2014, l'Union européenne comptait 300 kilomètres de barrières et murs frontaliers, elle en compte aujourd'hui plus de 2000.[...]

L'Europe unie et sans frontières, où l'on pourrait circuler librement de l'Atlantique à l'Oural, de la mer du Nord au Bosphore et à la Méditerranée, et s'enrichir

de la diversité des cultures, est une idée fantastique.

Le morcellement de la planète, la persistance et même la multiplication des frontières et du nombre d'États font partie des aspects les plus réactionnaires du capitalisme, parce que la puissance des forces productives a dépassé depuis fort longtemps les limites imposées par toutes les frontières.

L'avenir, même pour les peuples opprimés, n'est pas à la création de nouveaux États, mais à leur fédération, et à l'unification de l'économie et de la société à l'échelle de continents entiers.

Alors oui, notre perspective est bien celle d'une Europe sans frontières. Plus même, nous aspirons à un monde où chaque être humain pourra dire : « Mon pays, c'est la terre, ma patrie, c'est l'humanité. »

[...] Dans cette campagne, les frontières sont défendues y compris par les partis de gauche, qui prônent, exactement comme le RN, plus de protectionnisme, en expliquant qu'il faudrait craindre la concurrence des ouvriers mal payés d'Ukraine, de Moldavie ou de Chine !

Mais c'est précisément parce que le grand patronat a toujours mis en concurrence les exploités des différents pays que les militants ouvriers, socialistes et communistes, ont construit à plusieurs reprises des Internationales ouvrières. C'est pour cela qu'ils ont cherché à coordonner leurs luttes et leurs revendications, comme lors de la journée du 1<sup>er</sup> mai ou de celle du 8 mars, consacrée à la lutte des femmes. C'est pour cela que tous les partis ouvriers, lorsqu'ils étaient encore révolutionnaires, étaient d'abord et avant tout internationalistes.

Déjà en 1845 Marx écrivait : « La nationalité du travailleur n'est pas française,



## Nathalie Arthaud : le sens du vote pour la liste Lutte ouvrière

Un nouveau monde ne pourra naître que par une nouvelle révolution sociale. En son temps, la Révolution française a fait tomber beaucoup de frontières. La révolution prolétarienne pourra TOUTES les abattre, parce qu'en plus de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, elle pourra supprimer la domination des pays riches sur les pays pauvres.

Par rapport à cette perspective, les élections au Parlement européen ne sont bien sûr qu'une péripétie. Mais, dans cette période où les larbins de la bourgeoisie, les nationalistes, les souverainistes et les racistes ont micros ouverts, faisons entendre cette perspective ! [...]

Et, après nous être rassemblés dans le vote, rassemblons-nous pour construire

le parti communiste révolutionnaire internationaliste qui manque cruellement à la classe ouvrière.

Pas un parti de politiciens, qui demande aux travailleurs de voter en expliquant qu'ils s'occuperont de tout une fois élus. Ces partis existent déjà et n'ont pas d'autre objectif que d'accéder à la mangeoire pour servir la soupe aux capitalistes.

Il faut un parti d'ouvriers, de techniciens, d'ingénieurs, de chômeurs, de retraités du monde du travail, présent dans le plus grand nombre d'entreprises du pays, non seulement pour contribuer à ce que les travailleurs se défendent dans la lutte de classe, mais aussi pour qu'ils se forgent une opinion politique révolutionnaire.

Il faut un parti de femmes et d'hommes des classes populaires conscients d'avoir à changer les choses par eux-mêmes. Parce que c'est toujours d'en bas, du petit peuple, des travailleurs, des exploités, que sont nés les véritables changements.

Ce parti doit bien sûr s'appuyer sur la jeunesse ouvrière et intellectuelle qui cherche le chemin de la révolution. Et nous lui disons que ce chemin passe par la mobilisation massive des exploités. Car, sans les millions de travailleuses et de travailleurs, il est non seulement impossible de monter à l'assaut des forteresses du grand capital et de les transformer en place fortes de la révolution, mais il est aussi impossible de faire le poids contre le pouvoir et ses forces de répression.

Les opprimés et les exploités peuvent endurer bien des souffrances et vivre au milieu des horreurs parfois des mois et des années, il finit toujours par y avoir des révoltes et des insurrections, c'est-à-dire des moments où des millions de femmes et d'hommes découvrent leur pouvoir d'agir.

Alors, qu'on soit dans une période de recul ou de remontée des luttes, le seul objectif qui vaille est celui du renversement de la société capitaliste ! Défendons-le avec ténacité et enthousiasme au cœur du monde du travail, dans les entreprises et dans les quartiers populaires ! [...]

Chacun des votes qui se porteront sur notre liste sera un pas vers la reconnaissance du programme de la révolution prolétarienne.

Alors, votez et faites voter pour la liste Lutte ouvrière - le camp des travailleurs ! Et rejoignez-nous dans le parti communiste révolutionnaire !



# La Fête en images





# La Fête de Lutte ouvrière

## Nathalie Arthaud, le 20 mai : “Lever le drapeau rouge, celui des travailleurs”



Notre fête n'est pas seulement celle de Lutte ouvrière, mais aussi celle de l'Union communiste internationaliste, notre tendance internationale, qui regroupe des camarades militant dans des lieux aussi divers que la Guadeloupe et la Martinique, l'île de La Réunion, les États-Unis, Haïti, la Côte d'Ivoire, la Belgique, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie ou la Turquie.

Ne cherchez pas le drapeau national de leur pays : ces groupes lèvent tous le même drapeau que nous, le drapeau rouge, celui des travailleurs.

[...]

Le drapeau rouge est bien plus qu'un bout de tissu se référant au sang versé par les exploités dans leurs luttes. Il représente les idées marxistes, la perspective communiste révolutionnaire, les idées de Rosa Luxemburg, de Lénine, de Trotsky et de bien d'autres qui ont encore beaucoup à nous apprendre.

### Faire la guerre à l'impérialisme

Ce drapeau représente le combat contre le capitalisme, contre la propriété privée des instruments de production. Il est une déclaration de guerre à l'impérialisme, c'est-à-dire à la domination des trusts commerciaux, industriels et financiers sur le monde, à leurs rivalités, appuyées au besoin par des interventions armées qui mettent le monde à feu et à sang.

L'impérialisme a joué un rôle majeur dans le morcellement de l'Afrique, dans la création d'États non viables, aux frontières arbitraires qui déchirent des peuples et sont à la base aujourd'hui de tant de guerres locales.

Et, surtout, le pillage impérialiste est la cause principale du sous-développement, du règne de dictateurs serviles envers les puissances impérialistes et féroces à l'égard de leurs peuples. Parce que l'impérialisme a cette propriété de pouvoir tirer du profit même des plus pauvres, en aggravant encore leur pauvreté.

Regardez Haïti. Le capitalisme ne lui a pas laissé la moindre chance ! Haïti eut le triste privilège d'être le premier territoire d'Amérique découvert par les conquistadors de Christophe Colomb en 1492. La première à connaître le massacre de ses habitants, à se transformer en vastes plantations de sucre sur lesquelles ont été déportés des dizaines de milliers d'esclaves depuis les côtes occidentales de l'Afrique.

Mais Haïti a été la première aussi à se révolter à partir de 1794. La première à connaître une formidable révolte d'esclaves : 400 000 esclaves qui ont lutté pour leur liberté, qui surent s'organiser et construire une armée capable de vaincre l'armée de Bonaparte, redoutée par toutes les cours d'Europe ! Et qui réussit, en 1804, à proclamer son indépendance et à donner naissance à la première république noire.

La grande bourgeoisie ne lui a jamais pardonné cette audace. Haïti a subi bien avant d'autres le blocus, les pressions militaires et économiques, l'invasion impérialiste, les dictatures féroces et corrompues, et surtout une saignée continue par le biais de l'endettement.

Pour les prétendus intérêts d'une dette envers leurs anciens maîtres, Haïti a payé, jusqu'aux années 1950, des centaines de millions de francs-or, l'équivalent de



milliards d'euros !

Pour continuer d'étrangler Haïti, les grandes puissances ont pu s'appuyer sur la nouvelle couche privilégiée haïtienne, qui s'était portée à la tête de la révolte et qui ne demandait qu'à être reconnue par les dirigeants des nations.

Voilà ce qu'est l'impérialisme : un système d'oppression qui se moque qu'un peuple ait son propre État, son hymne, son drapeau, parce qu'il les transformera tous en vassaux, en instruments dociles pour ses intérêts.

Les peuples indépendants ont certes des policiers de la même couleur de peau qu'eux, des gardiens de prison et des militaires de la même langue qu'eux, tout un appareil de répression qu'il faut entretenir et qui coûte cher à la population... pour qu'il continue de mater les révoltes de pauvres toujours affamés par l'impérialisme.

En Haïti et dans bien d'autres pays en Afrique, mais aussi en Amérique latine, ces États en sont à se détruire de l'intérieur sous l'effet de la corruption et des cliques rivales et ils se résument de plus en plus à une bande d'hommes armés.

L'impérialisme est un monde sans évasion possible. Pour s'en libérer, il ne suffit pas de conquérir son

existence indépendante, il faut le détruire.

[...]

### Œuvrer pour la révolution mondiale

L'impasse des perspectives nationalistes est payée cher par les peuples des pays pauvres. Et si les Palestiniens n'ont que cette perspective nationaliste, ils continueront d'aller d'impasse sanglante en impasse sanglante.

Vu la situation actuelle, les grandes puissances n'osent plus tellement brandir la solution à deux États, mais peut-être y reviendront-elles pour lanterner les Palestiniens.

Mais à quoi pourrait ressembler un État palestinien ? À des bouts de territoire minuscules et séparés, fonctionnant sous une même autorité, mais incapables ne serait-ce que de s'alimenter en eau, et donc forcés de vivre sous la dépendance d'Israël et sous perfusion de l'aide humanitaire que les pays impérialistes voudront bien lui apporter ?

Oh, des bourgeois et des petits bourgeois palestiniens pourraient y prospérer, tant les plus riches savent toujours se construire leur petit paradis, même au beau milieu de l'enfer.

Mais une telle situation ne répondra jamais aux besoins et aux intérêts des masses palestiniennes les plus pauvres de Cisjordanie et de Gaza, à ceux des camps du Liban et de Jordanie qui revendiquent un droit au retour, et en tout cas le droit de pouvoir vivre ailleurs que dans des camps de réfugiés.

La seule perspective pour l'avenir est bien sûr celle d'un seul État, démocratique et laïque, pour les deux peuples. Mais cette perspective-là ne peut s'imaginer sans une lame de fond révolutionnaire qui verrait converger les peuples palestinien et israélien dans un seul et même rejet de leurs dirigeants respectifs et de leurs parrains impérialistes.

Alors, que ce soit au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, partout où le sentiment d'oppression nationale attise la révolte, il faut des militants qui se démarquent des organisations nationalistes et religieuses bourgeoises, qui ne cherchent qu'à se tailler une petite place dans le système impérialiste.

C'est le cas aujourd'hui du Hamas ou du Fatah en Palestine. Ils s'appuient sur les aspirations anti-impérialistes des peuples, mais ils n'ont absolument pas pour objectif de renverser cet ordre social et encore moins la domination des riches sur les pauvres, la domination de la bourgeoisie sur le monde du travail qu'ils perpétuent là où ils sont au pouvoir.

Seul un monde débarrassé de l'impérialisme et de toutes les frontières qu'il a léguées peut donner naissance à une société qui respecte toutes les nationalités, dans des rapports de coopération et de fraternité. Pour que cela soit possible, il faut des militants qui aient pour politique de relier la révolte de leur peuple à celle des pauvres et des opprimés des autres pays, en commençant par leurs voisins. Il faut des militants œuvrant pour la révolution internationale !



## Ukraine : une guerre qui enrichit des vautours

Depuis quelque temps, les médias occidentaux pointent les avancées des forces russes dans le Donbass, et plus encore autour de la seconde ville du pays, Kharkiv, toute proche de la frontière russe.

Des reportages ont rapporté que des soldats ukrainiens relevaient que rien n'avait été préparé pour contrer l'offensive russe, ce qu'ils attribuaient à la corruption... Bien sûr, les généraux et colonels français en retraite qui ne quittent plus les plateaux de radio et télévision ont, du haut de leur science militaire, laissé entendre que ce n'était pas le problème.

Pourtant, le bureau ukrainien de lutte contre la corruption, Meja, a fait état de détournements massifs sur les 16 millions d'euros attribués à l'édification de fortifications à Kharkiv et dans les environs. Cet organisme officiel a accusé des instances municipales d'avoir conclu sans contrôle des contrats avec des sociétés privées, même pour des travaux qualifiés de fictifs. Se sentant visé, le maire de Kharkiv, Oleg Sinegoubov, a averti que ces entreprises devraient fournir la preuve des travaux réglés, que cela serait rendu public et divulgué à la presse. Les bureaucrates et affairistes de Kharkiv, qui en ont vu d'autres, ne vont probablement pas se

laisser impressionner pour si peu.

Il y a quelques semaines, ce sont les organisations régionales de reconstruction que Zelensky a dû dissoudre car, un peu partout dans le pays, leurs dirigeants et leurs amis entrepreneurs s'en donnaient à cœur joie dans le pillage, au prétexte de reconstruction. Ils avaient le sentiment d'une totale impunité. En effet, dans l'Est, des fonds avaient été attribués pour la reconstruction de villes occupées par l'armée russe, comptabilisés comme dépensés, mais sans préciser bien sûr à qui ils étaient revenus.

À quelques jours de l'entrée en vigueur définitive de la loi de mobilisation, il ne faut pas s'étonner que, de l'aveu même d'officiers ukrainiens cités lundi 13 mai par *Le Monde*, la plupart des soldats qu'ils reçoivent soient moins motivés que ceux qui se portaient volontaires il y a un an ou plus. Plus le temps passe, plus la corruption viscérale des « élites » qui gouvernent l'Ukraine saute aux yeux de tous. La mobilisation en est elle-même



Médecins militaires ukrainiens dans la région de Kharkiv.

une illustration. Pour tenter de désamorcer les critiques largement répandues, il a été annoncé que les enfants des ministres et des députés devraient rendre compte de leur situation militaire, alors que, de notoriété publique, ils bénéficient d'exemptions de complaisance ou « font des études » à l'étranger!

L'état-major a, lui, exposé dans la presse comment il avait revu à la baisse tous les motifs médicaux ou scolaires d'exemption des hommes de 18 à 60 ans, et il a publié une liste de maladies, jusqu'alors réhabilitaires, mais qui font qu'on peut désormais être mobilisé comme « apte limité »! Le tout, bien sûr, en détaillant quelles sanctions seront prises contre les récalcitrants : privation de passeport, gel de comptes bancaires, amendes et envoi immédiat au Bureau régional de mobilisation (BRM)

puis au front, après un mois de classes... Même des hommes âgés, jusqu'alors dispensés par des commissions médicales militaires, sont embarqués. Et cela provoque parfois des émeutes, comme à Vinohradiv le 3 mai, en Transcarpathie, où la police a ouvert le feu pour dégager le BRM qu'encerclaient des manifestants en colère. Ceux qui ont été arrêtés risquent jusqu'à sept ans de prison.

L'état-major ukrainien mobilise désormais aussi des prisonniers de droit commun en échange de remises de peine, même si la presse occidentale n'en parle guère, alors qu'elle s'étranglait d'indignation quand le sinistre Prigojine allait recruter dans les prisons de Poutine pour fournir son armée en chair à canon.

Pendant ce temps, à en croire le très réactionnaire mais bien informé *Wall*

*Street Journal*, financiers et milieux d'affaires internationaux ne restent pas les bras croisés. Sachant pertinemment ce qu'il en est de leurs alliés au pouvoir à Kiev, et en particulier que rien ne les arrête quand il s'agit de piller l'État et ses ressources, sans parler de la population, un groupe de créanciers de l'Ukraine a haussé le ton. Ce groupe, composé de BlackRock et Pimco, qui détiennent 20% de la dette publique de l'Ukraine, a exigé que celle-ci en reprenne le paiement, plus ou moins interrompu par la guerre.

Le front ukrainien peut être près de craquer, le pays saigné à blanc financièrement, sa population peut mourir sous les bombes ou dans les tranchées, mais pas avant d'avoir enrichi les vautours de la finance occidentale.

**Pierre Laffitte**

## États-Unis : les naufrageurs de Baltimore

Le 20 mai, le porte-conteneurs *Dali* qui obstruait l'entrée du port de Baltimore depuis le 26 mars a été remis à flot et conduit à quai.

Ce navire de 300 mètres de long, chargé de presque 10 000 conteneurs, avait percuté un pont routier en sortant du port, causant la mort de six ouvriers qui y travaillaient et interrompant le trafic maritime et routier de toute une région.

Privé de propulsion par une panne de moteur lors de sa sortie du port, il a dérivé jusqu'à fracasser une pile du pont, arrachant le tablier. Propriété d'un grand armateur de Singapour et chargeant pour le compte, entre autres, de Maersk et MSC, les deux plus puissantes compagnies

maritimes, le *Dali* naviguait en dépit de risques signalés d'avaries moteur. De plus, l'armateur avait refusé de payer un remorqueur pour sortir du port. Les compagnies contraignent ainsi les équipages à faire des économies sur la sécurité, au risque de l'accident. Les autorités portuaires et les États, en concurrence les uns avec les autres pour accueillir des navires de plus en plus gros, tolèrent ces prises de risque.

Bien que les responsabilités soient évidentes, les armateurs et leurs assureurs font tout pour s'en exonérer.

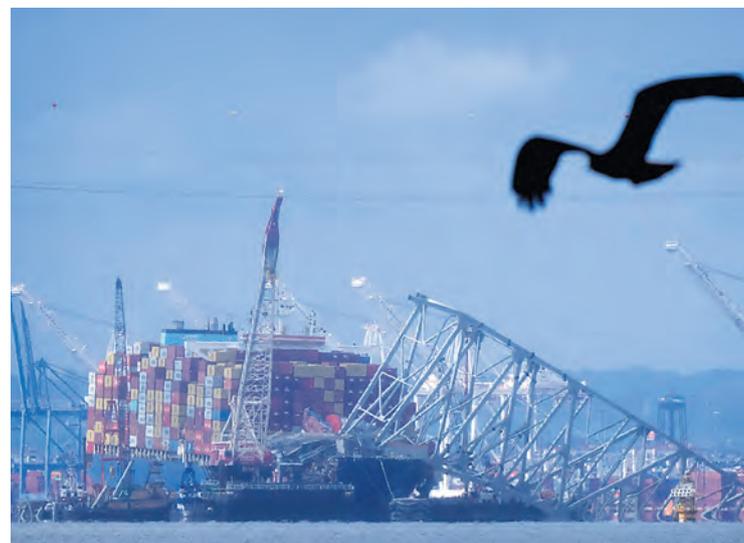
Ils sont aidés en cela par l'administration américaine, qui a envoyé le FBI enquêter sur les éventuelles erreurs de l'équipage. Les 21 marins, indiens et sri-lankais, sont donc consignés à bord sous divers prétextes : il faut entretenir le navire, ils n'ont pas de visa, leur témoignage est nécessaire à l'enquête... La police a saisi leurs téléphones, les privant de communication avec le monde extérieur. Et, lorsque les débris du pont, autour du *Dali*, ont été dégagés à l'explosif, on a simplement demandé à l'équipage de se mettre à l'abri dans la cale.

Voilà comment chacun reçoit ce qui lui revient : six

ouvriers sont morts, les marins s'attendent à être tenus pour responsables, tandis

que les armateurs comptent leurs billets.

**Paul Galois**



Le *Dali* dans les eaux de Baltimore.

## Inde : des élections sous contrôle

Les élections générales à la Chambre basse du Parlement de l'Union indienne ont commencé vendredi 19 avril et s'achèveront début juin. 969 millions d'électeurs sont appelés à élire 543 députés.

À la tête de son parti, le BJP, le chef du gouvernement, l'ultranationaliste hindou Narendra Modi, est favori pour l'emporter et s'assurer ainsi un troisième mandat.

Les conditions dans lesquelles se déroulent ce scrutin en disent long sur l'évolution autoritaire du régime et ses liens avec la grande bourgeoisie. L'Inde figure certes au 5<sup>e</sup> rang mondial en termes de PIB et compte 140 milliardaires. Mais, avec plus de 800 millions de pauvres, elle demeure une dictature sociale féroce. En poste depuis dix ans, Modi n'a pas plus que ses prédécesseurs mis un terme au sous-développement hérité de la domination coloniale britannique. Dans les campagnes comme dans les villes, l'immense majorité des travailleurs n'ont aucun droit ni protection sociale. Leurs conditions de logement sont indignes et le chômage est massif.

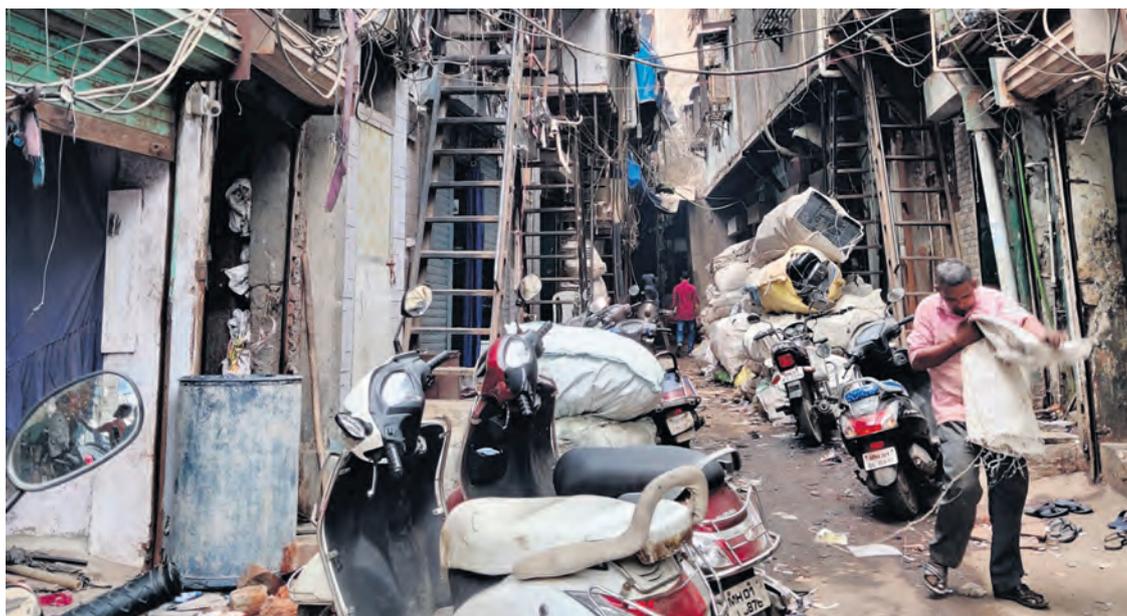
### Un scrutin sans enjeu pour les travailleurs

Pour le Parti indien du peuple (BJP) au pouvoir, il s'agit d'élargir son emprise sur la vie politique, y compris dans des États –l'Union

indienne en compte 28 – où, notamment dans le Sud, il demeure très minoritaire. Se posant en patriote, Modi a axé sa campagne sur les thèmes favoris de l'extrême droite nationaliste hindoue, désignant les 200 millions de musulmans comme un corps étranger infiltré et ses opposants comme anti-hindous

L'opposition, soit une trentaine d'organisations, s'est réunie dans une alliance hétéroclite baptisée INDIA autour du Parti du Congrès, celui des artisans de l'indépendance, Nehru et Gandhi. Ce parti a dirigé le pays pour le compte de la grande bourgeoisie indienne durant une cinquantaine d'années après 1947, et les travailleurs n'ont rien à en attendre.

Bien que favoris, Modi et le BJP, largement soutenus financièrement par le patronat, ont multiplié les mesures contre leurs opposants. La généralisation du vote électronique ouvre la voie aux trucages et ne permet aucune opération de contrôle. Rien ne sanctionnera non plus les pressions habituelles, y compris physiques, sur une partie des électeurs, ou l'achat de voix.



DEBORAH GREY AL JAZEERA

Le bidonville de Dharavi à Mumbai.

À cela s'ajoutent une multitude de décisions policières ou judiciaires. Au nom de la lutte contre le terrorisme et les « pratiques illégales », la justice n'est pas tenue de fournir de preuves de ses accusations et peut à son gré prolonger les périodes de détention. Ainsi, les comptes du Parti du Congrès ont été bloqués en février et des amendes massives lui ont été imposées. Des milliers de contrôles fiscaux inopinés ont par ailleurs été diligentés contre des membres de l'opposition, au point que celle-ci dénonce le « terrorisme fiscal » du pouvoir. Enfin, plusieurs de ses responsables ont été arrêtés, notamment Arvind Kejriwal, le Ministre en chef de Delhi, mis en cause dans une affaire d'attribution de licences de vente d'alcool.

Les grands médias sont

le relais de cette politique. Ils sont aux mains des plus puissants capitalistes, notamment Gautam Adani et Mukesh Ambani, plus riche milliardaire d'Inde et dixième fortune mondiale. À lui seul, le groupe de 300 médias de ce dernier peut s'adresser à 800 millions d'habitants. Quant aux indépendants et à certains journalistes étrangers, ils subissent les foudres du pouvoir avec une série d'enquêtes fiscales, de perquisitions, de suppressions de visa et même d'assassinats.

### Un « capitalisme de connivence »

Ce poids des principaux capitalistes dans la campagne reflète leur hégémonie dans l'économie indienne et le fait que la bourgeoisie nationale prospère à l'abri de l'État. Aux contrats que celui-ci

lui procure, il faut ajouter la corruption généralisée, la prévarication des hauts fonctionnaires, le clientélisme et le népotisme. Sous l'ère Modi, les grandes dynasties, présentes dans les secteurs d'activité les plus rentables, ont prospéré comme jamais. À eux seuls, les groupes Adani et Ambani produisent 4% du PIB et réalisent 25% des investissements. En 2002, la fortune de Mukesh Adani ne dépassait pas les 70 millions. Aujourd'hui, malgré les scandales récents qui l'ont divisée par deux, elle s'élève encore à près de 50 milliards de dollars. Les parrains de Modi ont donc largement de quoi soutenir le BJP tant que celui-ci lui donne satisfaction. Jusqu'à là, le retour sur investissement s'est avéré payant.

Pierre Delage

## Afrique : la sale cuisine du capitalisme

Un sommet baptisé Cuisine propre était organisé le 14 mai à Paris par l'Agence internationale de l'énergie, pour tenter de remédier, en principe, au problème des techniques pour cuisiner en Afrique.



Cuisine au feu de bois en Éthiopie.

En effet, chaque année, près de 500 000 femmes et enfants décèdent en Afrique subsaharienne de maladies respiratoires liées à l'utilisation de systèmes de cuisson rudimentaires, alimentés au bois, au fumier animal ou aux résidus agricoles. Selon les organisateurs, des solutions existent, et il suffirait de 4 milliards de dollars annuels pour les financer.

La somme serait dérisoire en regard de la totalité des investissements mondiaux dans l'énergie, 2 800 milliards en 2023, dont une grande partie assure les profits des compagnies pétrolières.

Elle est aussi à mettre en regard des 2 443 milliards

de dépenses d'armement.

Avec ces 4 milliards, les participants se proposeraient de mettre en œuvre des alternatives aux feux à foyer ouvert qui polluent l'atmosphère : ce serait des cuisinières économes fabriquées avec de l'argile et du ciment, des briquettes de combustible faites de peaux de bananes compressées, le partage de cuisinières entre plusieurs familles... Ces prétendues solutions relèvent du bricolage à la petite semaine, et seraient certainement bien incapables de remédier à une telle misère.

Pourtant, en Afrique, l'énergie ne manque pas. Les machines surpuissantes utilisées dans les

mines géantes ne sont pas alimentées par du bois coupé dans les forêts, pas plus que les pompes des puits de pétrole ou les grues des grands ports. Mais l'essor du capitalisme a développé sur ce continent ce qui était indispensable aux trusts des métropoles, en laissant croupir la population dans la misère. Ce qui est vrai de l'énergie nécessaire pour cuisiner l'est tout autant de l'eau potable, des égouts ou du système de transport.

Alors, pour renverser ce système, les travailleurs d'Afrique auront en effet besoin de beaucoup d'énergie. Mais ils ne pourront la trouver qu'en eux-mêmes.

Daniel Mescla

## Prisons : record d'inhumanité

Le nouveau rapport de la contrôleuse des prisons, Dominique Simonnot, met en évidence l'explosion du nombre de personnes emprisonnées en France et « l'aggravation dramatique » de leurs conditions de vie.



Mois après mois, la France bat son propre record de surpopulation carcérale. Avec 77 450 personnes détenues au 1<sup>er</sup> avril pour 61 470 places, le taux est désormais de 125 %. Les maisons d'arrêt, qui accueillent les courtes peines et les

personnes dans l'attente de leur jugement, atteignent même un taux d'occupation moyen de 150 %, et des pics à 250 %. Avec « trois détenus dans 9m<sup>2</sup> », les conditions de vie sont humiliantes et insupportables : les cellules grouillent de cafards et de

punaises, tandis que certaines n'ont même pas de séparation entre les lits et les toilettes. Au total, près de 3 400 personnes dorment sur des matelas au sol.

Le rapport dénonce aussi le manque de moyens médicaux : les détenus atteints de troubles psychiques n'ont quasiment jamais accès aux soins nécessaires et sont abandonnés à leur sort. Quant aux sans-papiers victimes d'un contrôle d'identité et enfermés dans les centres de rétention administrative (CRA), ils se retrouvent mélangés à « des profils pénaux lourds », placés dans ces centres en raison du manque de places disponibles dans les prisons.

Dominique Simonnot évoque une « chaîne qui déraile », des manquements de l'aide sociale à l'enfance jusqu'à l'enfermement en prison, et s'interroge : « Que sommes-nous, collectivement, devenus pour tolérer

de tels traitements à des êtres humains quoi qu'ils aient fait ? »

Dans une société pourrie d'oppression et d'injustices et sur fond de crise, l'État bourgeois ne peut que se montrer de plus en plus répressif. Sa réaction est d'enfermer à tour de bras, comme après les émeutes de juillet dernier qui ont conduit à l'emprisonnement de 742 personnes, ou encore comme dans le cas

de cet homme condamné par le tribunal de Dieppe le mois dernier à un an de prison ferme pour des vols de boîtes de rillettes et de jetons de laverie dans des supérettes. Cette justice aux prisons de plus en plus délabrées et surpeuplées, qui vise particulièrement les classes pauvres, est une justice de classe et elle juge cette société capitaliste pourrissante.

Marlène Stanis

## Consultations médicales : bras de fer autour des tarifs

Le 17 mai, l'Assurance maladie a soumis aux syndicats représentatifs des médecins libéraux un projet d'augmentation de la consultation chez les généralistes, qui passerait en décembre 2024 de 26,50 euros à 30 euros.

La proposition reste encore à valider par ces syndicats avant la fin mai mais ils ont d'ores et déjà dit leur satisfaction même si « 30 euros est à peine un rattrapage de l'inflation ». En échange de cette augmentation, le gouvernement a fait promettre que les médecins allaient « améliorer la pertinence de leurs prescriptions », comprenez réduire celles-ci.

La mesure se double pour les malades d'une augmentation du reste à charge sur la consultation médicale, passé de 1 à 2 euros le 15 mai. Le reste à charge sur les médicaments et les actes paramédicaux, lui, est passé de 0,50 euro par boîte et par acte à 1 euro le 31 mars. Le reste à charge sur les transports passe à 4 euros, toutes ces augmentations dans la limite de 50 euros par an. La note est encore plus salée pour tous les malades qui n'ont pas les moyens d'avoir une mutuelle pour espérer être un peu mieux remboursés. Tout cela est scandaleux car ça ne peut aboutir qu'à éloigner encore plus de personnes des parcours de soins, faute de moyens.

Au moment où le gouvernement fait payer de plus en plus les malades,

l'argent coule à flot dans les caisses des capitalistes du secteur de la santé : les groupes pharmaceutiques sont parmi les plus riches du monde à commencer par le premier d'entre eux Pfizer. Mais ce sont aussi les cliniques privées, Clariane (ex-Korian), Ramsay Santé, Emeis (ex-Orpéa) et les groupes des laboratoires d'analyse qui s'enrichissent ainsi. Tous ces capitalistes n'hésitent jamais à monter le ton contre l'Assurance maladie et à demander toujours plus de financements. Ainsi le 3 juin, la Fédération hospitalière privée, principal syndicat patronal des cliniques privées, menace de fermer les établissements si elle n'obtient pas les augmentations qu'elle réclame. Ce bras de fer a pour seul et unique but d'accroître leurs profits alors que les bénéfices du secteur privé sont passés de plus de 300 à 700 millions d'euros par an, entre 2006 et 2021, prospérant sur la situation catastrophique du secteur public.

C'est à eux, laboratoires pharmaceutiques, laboratoires d'analyse, cliniques privées qu'il faut présenter la facture et pas aux malades.

Charles Legoda

## La colère du personnel pénitentiaire

Après que, mardi 14 mai, des gangsters ont attaqué un fourgon cellulaire au péage d'autoroute d'Incarville, assassinant froidement deux gardiens de prison et en blessant gravement trois autres, l'émotion et la révolte ont été vives dans tout le personnel pénitentiaire.

Plusieurs jours de suite des gardiens se sont rassemblés devant les

établissements pénitentiaires. Ils ont exprimé une colère et des difficultés qui vont bien au-delà de la question des « extractions » c'est-à-dire de l'accompagnement de détenus, éventuellement dangereux, hors des centres de détention. Les gardiens, comme les prisonniers, subissent la dégradation générale des lieux de détention et sont

victimes du sous-effectif, de la montée de la violence, de la surpopulation carcérale. Les discours pompeux des responsables politiques, les décorations posthumes de leurs collègues assassinés et les funérailles nationales ne peuvent leur faire oublier que, eux aussi, ils passent leur vie en prison.

P. G.

## Élèves en situation de handicap : les moyens n'y sont pas

Le 16 mai, lors de la réunion du comité interministériel du handicap centrée sur l'école, Gabriel Attal a annoncé la création de pôles d'appui à la scolarité dès la rentrée 2024 dans quatre départements.

Ces pôles constitués d'un enseignant référent et d'un éducateur spécialisé sont censés devenir les interlocuteurs des familles dont les enfants en situation de handicap sont scolarisés et aider les équipes éducatives. Attal veut faire croire que ces pôles vont pouvoir pallier l'incurie du gouvernement dans ce domaine.

Or, depuis des années, sa politique est de favoriser la scolarisation des enfants en situation de handicap, sans mettre les moyens nécessaires. Aujourd'hui, 470 000 élèves dans cette situation sont scolarisés dans des classes surchargées. Les 140 000 AESH qui les accompagnent dans les classes doivent s'occuper de

plusieurs enfants à la fois.

Les familles de ces élèves, elles, doivent chaque année effectuer de lourdes démarches auprès de la MDPH (Maison départementale des personnes handicapées) pour obtenir les aides techniques et humaines. Cette annonce veut faire oublier l'absence totale de prise en compte des besoins réels des enfants en situation de handicap, de leur famille et des personnels qui les encadrent.

Joséphine Sina

## SNCF : la flamme de la grève



GRÈVE SNCF C. MATTHIEU TUREL/IFP

**Mardi 21 mai, les syndicats CGT, Sud-Rail ainsi que des sections locales de Force ouvrière et de l'UNSA appelaient à la grève les cheminots d'Île-de-France, revendiquant l'augmentation de la prime pour les Jeux Olympiques et celle des salaires.**

À la différence de différents mouvements récents, les cheminots étaient appelés tous métiers confondus. La participation à la grève a été impressionnante. Sur les lignes D et R par exemple, le pourcentage de grévistes était de 90% chez les conducteurs et de 67% chez les contrôleurs, selon Sud-Rail. Les taux de grévistes étaient aussi très élevés

sur les différentes lignes de la région parisienne, y compris dans des secteurs moins habitués à de tels taux, comme les postes de circulation de la région de Paris-Nord.

Conséquence : de nombreuses lignes fonctionnaient à service très réduit : un train sur cinq sur la ligne D du RER, deux trains sur cinq sur la ligne C, mais

seulement aux heures de pointe. Le service était interrompu sur certaines portions de ligne ou en heures creuses. Dans les assemblées et rassemblements, ce jour-là, on pouvait voir de nouvelles têtes, en particulier de nouveaux embauchés, comme à la gare du Nord.

Les entreprises de transport et autres marchands du temple olympique se frottent déjà les mains et la panse à la perspective des dix millions de touristes prévus cet été et des 10 milliards d'argent public

engagés. Mais il n'en va pas de même pour les travailleurs des transports qui vont subir le report des congés, la modification des horaires et la dégradation des conditions de travail. Ainsi, 4 500 trains supplémentaires sont prévus dans la région parisienne durant le mois d'août, mais pratiquement sans embauche. Les temps de maintenance des rames doivent être encore raccourcis. Quant aux billets, il est maintenant prévu leur vente itinérante sur les quais en période d'affluence !

La SNCF prétend compenser ce chaos par une misérable prime de 50 euros brut par jour travaillé dans la période des JO. De nombreux cheminots estiment qu'ils n'ont aucune raison de faire les frais de ces JO. Ils ont considéré, comme le disait le baron de Coubertin, que l'essentiel était déjà de participer... à cette grève.

Évidemment, à l'annonce de ce mouvement et surtout de son succès, l'habituel concert antigreve et anticheminots s'est déchaîné. Valérie Pécresse, présidente de la région, a jugé cette mobilisation indéfendable, comme si elle avait déjà défendu une grève. Marion Maréchal Le Pen, a déclaré qu'il « faut durcir les conditions du droit de grève » et « interdire la grève au moment des vacances scolaires et des jours fériés dans la fonction publique ». À vrai dire cette grève n'a pas eu lieu un jour férié, ni au moment des congés scolaires, mais, pour l'extrême droite, peu importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse antiouvrière.

Ce cénacle de serviteurs empressés de la grande bourgeoisie trépigne et s'étrangle d'indignation chaque fois que des travailleurs réclament leur dû. .

**Christian Bernac**

## JO : des travailleurs indispensables

**La grève des cheminots franciliens pour obtenir, comme d'autres secteurs concernés, des compensations pour le surcroît de travail entraîné par les JO, est visiblement insupportable pour ceux qui découvrent que, sans travailleurs, tout s'arrête.**

Ainsi le journal *Le Parisien* du 21 mai a dénoncé « la facture sociale des JO » en faisant la liste des secteurs dont des salariés toucheront une prime : SNCF, RATP, Aéroports de Paris, Hôpitaux de Paris, éboueurs, contrôleurs aériens, pompiers, etc. Le journal détaille ainsi les compensations que les uns et les autres devraient toucher, parce que leurs congés seront réduits ou supprimés ou parce que leur charge de travail sera augmentée.

Les sommes mises en jeu, de 600 à 2 500 euros brut par salarié selon les métiers, sont totalement dérisoires en regard du budget des JO. L'État a dépensé des milliards d'euros pour réaliser les infrastructures d'un événement qui permettra avant tout aux capitalistes du BTP, de la sécurité ou de l'hôtellerie d'engranger des centaines de millions d'euros de profits. Cela n'empêche pas ministres et journalistes d'accuser ces travailleurs et les syndicats de « prendre les JO en otage » et de profiter des circonstances pour défendre des

intérêts corporatistes. Ces gens, qui s'extasient devant les profits des entreprises et mesurent toujours la santé de l'économie au montant des dividendes versés aux actionnaires, font mine d'être choqués quand des travailleurs réclament une prime. Ils réclament une « trêve olympique », c'est-à-dire la garantie qu'aucune grève n'éclatera dans cette période.

Mais il n'y aura aucune trêve dans la lutte de classe pendant les Jeux. Elle va au contraire s'intensifier avec l'allongement des journées de travail, la suppression des jours de repos et le recours aux emplois précaires. Les travailleurs qui défendent leurs conditions de travail ont mille fois raison.

Les grèves qui éclatent à ce sujet montrent surtout que, sans des dizaines de milliers de travailleurs, invisibles mais indispensables, il n'y aurait aucun profit possible pour les esclavagistes qui transforment toutes les sueurs en or.

**Xavier Lachau**

## RATP : la colère des jeunes embauchés

**Les 21 et 22 mai, des conducteurs de bus étaient en grève dans la plupart des dépôts de la RATP. Ceux qui ont été recrutés depuis janvier 2023 veulent réagir à la discrimination qui les frappe.**

En effet les nouveaux embauchés gagnent 300 euros de moins que les anciens, alors que leurs conditions de travail sont les mêmes. Leurs horaires sont changés parfois la veille, sans qu'ils soient avertis, ou au dernier moment, et les cycles de travail changent tout le temps. Cela complique la vie, les relations avec les amis, sa famille, la garde des enfants. Et surtout ce n'est pas avec un tel salaire que l'on peut y arriver.

Des conducteurs plus anciens ont aussi participé

à la grève, jugeant nécessaire d'exprimer leur colère contre les conditions de travail et l'injustice faite aux jeunes. Le mécontentement vient aussi d'un contexte de circulation de plus en plus stressant, face à une hiérarchie qui ne rate pas une occasion d'enfoncer les conducteurs : accident, plainte voyageur, arrêt maladie...

C'est « abuser », « ils veulent nous matrixer », disent les travailleurs confrontés aux pressions antigreve. Ils découvrent les difficultés à se déclarer

en grève. Avec le passage obligatoire par le serveur à plus de 48 heures de celle-ci, la procédure est volontairement compliquée. Et la pression de la direction sur les nouveaux embauchés qui doivent attendre un an avant d'être titularisés, est un obstacle supplémentaire.

Ce mouvement, qui vient de jeunes confrontés à l'exploitation, pourrait encourager l'ensemble des travailleurs des dépôts de bus à entrer en lutte. La direction n'en a pas fini avec eux : ils seront une épine dans son pied dont elle ne se débarrassera pas aisément.

**Correspondant LO**

# Biogroup Lorraine : grève suspendue, mais colère maintenue

Démarrée sur un appel syndical de FO et de la CGT, lundi 13 mai, la grève des employés des laboratoires d'analyses médicales de Biogroup Lorraine a duré quatre jours, à la surprise générale.

La grève a été massive à 80 % le premier jour et à 60 % le dernier jour, jeudi 16 mai, dans les 70 laboratoires lorrains qui emploient 750 salariés. Les syndicats ont appelé à suspendre le mouvement face à la direction qui exigeait la reprise du travail pour commencer à négocier... mais qui n'a cédé que des miettes : 4 % pour

les plus bas salaires, un pourcentage dégressif pour les plus élevés, soit à peine 60 euros brut.

Le mécontentement accumulé depuis le Covid où, de l'infirmière au coursier, les rythmes de travail ont été insupportables, ajouté à des salaires qui n'augmentent pas, une prime de participation divisée par quatre,

tout cela a fait déborder le vase. Tout le monde a été surpris de la détermination et de la colère des grévistes, et la floraison de pancartes improvisées a montré à quel point ils en avaient assez.

La visite de François Ruffin, accompagné de la députée LFI de la circonscription, venus soutenir la grève à son troisième jour, a été appréciée par les grévistes. Ils étaient plus de 200 devant le siège du groupe à Metz, venus de plusieurs villes de Lorraine.

Les syndicats revendiquaient un treizième mois mais étaient divisés sur la revendication de salaire. FO réclamait 7 % d'augmentation, ce qui favoriserait les plus hauts revenus, et la CGT 300 euros pour tous. Chacun est resté sur ses positions et les grévistes n'ont pas été appelés à décider par eux-mêmes. Mais ils ont été unanimes à dénoncer l'enrichissement scandaleux des actionnaires : tandis que la masse salariale a baissé l'an dernier, passant

de 25 millions à 20 millions d'euros, les dividendes, eux, ont augmenté et la rentabilité a explosé à 14%. Alors, ce n'est pas fini à Biogroup : des débrayages et des grèves ont eu lieu dans d'autres régions du pays pour les mêmes raisons depuis le début de l'année.

Les employés des laboratoires, veulent des salaires et des conditions de travail correctes. Ils n'ont pas dit leur dernier mot.

**Étienne Hourdin**

# Pompiers : il y a le feu au lac

Jeudi 16 mai, quelques milliers de pompiers en grève ont manifesté à Paris pour exiger la même prime que les policiers et les gendarmes pendant les JO. Ces derniers vont en effet percevoir entre 1 500 et 1 900 euros brut.

Les pompiers jugent qu'ils ont droit à cette compensation, comme tous ceux qui vont être réquisitionnés lors des JO et privés de leurs vacances. Mais, au-delà de cette revendication, comme de nombreux salariés, ils exigent des augmentations de salaire et aussi des effectifs supplémentaires. Comme dans tous les services publics, les effectifs sont en baisse alors que les

pompiers interviennent de plus en plus, y compris sur des missions qui ne relèvent pas de leurs compétences. Surtout, ils demandent que l'État prenne enfin en compte les maladies professionnelles liées à l'exposition à des substances cancérigènes. Si une visite médicale d'aptitude annuelle existe bien aujourd'hui, rien n'est prévu pour prévenir d'éventuels

cancers liés à l'absorption de produits chimiques. Ainsi l'espérance de vie d'un pompier est en moyenne de sept ans inférieure à celle des autres. Comme de nombreux ouvriers qui travaillent en équipe sur les chaînes de production, dans la chimie, dans le bâtiment, les pompiers ne profitent que très peu de leur retraite, dont la limite a été également repoussée en 2023.

La manifestation, commencée sous les fumigènes et au bruit des pétards, s'est terminée sous les lacrymogènes de la police. Des manifestants ont été blessés. Les



LP DELPHINE GOLDSZTEIN MAXPPP

organisations syndicales reçues par le ministère de l'intérieur n'ont obtenu que la vague promesse d'une revalorisation de la prime du

feu. Cela ne suffira pas à éteindre le mécontentement des soldats du feu!

**Aline Urbain**

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

## Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Gaza : la politique d'extermination de Netanyahu et ses soutiens impérialistes

Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), située à La Haye, a demandé lundi 20 mai des mandats d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et son ministre de la Défense, Yoav Gallant, pour des crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis dans la bande de Gaza, tels que « le fait d'affamer délibérément des civils », et pour « extermination ».

Le procureur a requis aussi des mandats d'arrêt contre trois hauts dirigeants du Hamas, dont Ismaïl Haniyeh, chef du bureau politique, et Yahya Sinwar, qui est à la tête de l'organisation dans la bande de Gaza, accusés eux aussi « d'extermination ». Netanyahu a réagi à cette annonce en s'offusquant que « l'Israël démocratique » puisse être comparé aux « assassins de masse du Hamas ». Mais s'il y a bien une politique d'extermination, c'est d'abord celle qui est mise en œuvre par l'armée israélienne.

Lors de l'attaque du 7 octobre, le Hamas avait tué près de 1200 Israéliens, les considérant injustement comme collectivement responsables de la politique de leur gouvernement. C'était agir avec la même logique criminelle que l'État d'Israël, mais

avec bien moins de moyens. Quant à l'armée israélienne, elle se livre depuis plus de sept mois à un massacre de masse qui a déjà fait plus de 35000 morts du côté des Palestiniens, victimes des bombardements aveugles, des balles des soldats et de la privation de soins et de nourriture.

En réalité, Netanyahu n'est pas près d'être inquiété. Il n'est pas dit que les mandats d'arrêt soient émis, puisqu'il faut encore que les juges de la CPI décident de suivre la requête du procureur. Même si cela devait être finalement le cas, la CPI n'a aucune force à sa disposition et doit compter sur la bonne volonté des États membres. Le gouvernement français a déclaré soutenir la CPI, mais son opposition à la politique de l'État israélien reste purement verbale.



Le camp de réfugiés de Jabalia, le 18 mai.

Quant aux États-Unis, non seulement ils ne reconnaissent pas cette juridiction, mais Biden vient de renouveler son soutien à Netanyahu, jugeant « scandaleuse » la décision du procureur de la CPI. Le président américain a certes fait mine de marquer quelque distance avec son allié israélien, pour prendre en compte l'émotion suscitée dans une partie de son électorat par le bain de sang à Gaza commis avec des armes et des munitions

livrées par les États-Unis. Mais Biden n'a jamais envisagé d'affaiblir l'État israélien, principal gendarme de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient.

Assuré de pouvoir compter sur le soutien de Washington, le gouvernement israélien traitera les décisions des juges de La Haye avec le mépris dont il a toujours fait preuve à l'égard des nombreuses résolutions de l'ONU condamnant sa politique d'annexion et de colonisation

de la Cisjordanie.

L'administration américaine a toutefois tenu à rappeler dans le même temps que, malgré ce désaccord, les États-Unis souhaitent continuer à travailler avec la CPI « en ce qui concerne les crimes commis en Ukraine ». Autrement dit, la « justice internationale » doit pour eux se réduire à la politique décidée et imposée par les puissances impérialistes, en fonction de leurs intérêts et avec un total mépris des populations.

Marc Rémy

## Europe : des barbelés toujours plus hauts

Quinze pays européens réclament un nouveau tour de vis contre les migrants, alors que le Parlement européen vient à peine d'adopter un texte baptisé « pacte migration et asile » destiné à favoriser leur expulsion.

Dans une lettre adressée à la Commission européenne, l'Autriche, le Danemark, la Finlande, l'Italie, la Grèce, la Pologne, les Pays-bas, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Bulgarie, la République tchèque, Chypre et Malte réclament « de nouveaux moyens et de nouvelles solutions pour prévenir l'immigration irrégulière en Europe ». Si la France, l'Allemagne, la Suède et la Slovaquie n'ont finalement

pas signé la lettre, c'est sans vraiment s'y opposer.

Parmi les prétendues solutions préconisées figure en premier lieu l'expulsion des migrants clandestins vers un pays payé pour cela, à l'image de l'accord conclu entre le Royaume-Uni et le Rwanda ou entre l'Italie et l'Albanie. Les migrants pourraient faire depuis ces pays une demande d'asile en Europe, qui aurait toutes les chances d'être refusée.

Les pays européens se verraient alors débarrassés de l'insoluble problème du renvoi des migrants vers des pays d'origine qui refusent de les reprendre pour ne pas susciter la colère de leur population, et pourraient se laver les mains de ce qu'il adviendrait de ces femmes et de ces hommes.

Il s'agirait aussi de généraliser les partenariats signés avec les pays situés sur les routes migratoires pour intercepter les migrants, comme le prévoient déjà les accords conclus avec la Tunisie, la Mauritanie, l'Égypte ou le Liban. L'exemple de la Tunisie, dont le président Kaïs Saïed se déchaîne contre ceux qu'il qualifie de « hordes de migrants clandestins » et lance sa police contre leurs campements avant de les abandonner dans le désert, montre ce que l'Union européenne entend par « des pays sûrs » avec lesquels elle peut conclure des accords.

Les dirigeants des pays européens se servent des migrants comme bous

émisaires pour détourner le mécontentement de leur population. Ils estiment la situation « insoutenable » parce que, en 2023, 380000 migrants seraient entrés « illégalement » dans une Europe qui compte 450 millions d'habitants. Mais ce qui est insoutenable est le fait que partout dans le monde des femmes, des hommes et des enfants doivent fuir devant les guerres, les famines et la misère. C'est le fait qu'au Sud-Soudan, en

République démocratique du Congo, en Éthiopie ou sur les bords du lac Tchad ils s'entassent dans d'immenses campements, où ils sont bien plus nombreux que leurs frères qui errent dans les villes européennes. C'est contre cette calamité, qui a nom le capitalisme, que les travailleurs de tous les pays doivent s'unir, par-delà les frontières et les couleurs de peau.

Daniel Mescla



**Lisez Lutte de classe,** revue de l'Union communiste internationaliste

**Au sommaire du numéro 240 (mai-juin 2024) :**

- Lutte ouvrière dans les élections européennes
- Gaza : un massacre avec le soutien de l'impérialisme
- Mayotte : contre la guerre entre les exploités
- Les États-Unis à l'heure de l'escalade guerrière
- Égypte : dix ans de la dictature militaire d'al-Sissi
- Drogues : des affaires rentables
- La route de la liberté et la Reconstruction

Prix : 3 euros - Envoi contre cinq timbres